

# L'affaire Théo, un viol d'Etat !

Comité Action Palestine (février 2017)

Le Jeudi 2 février à Aulnay Sous Bois, Théo, 22 ans, est grièvement blessé lors d'un contrôle policier. Le rapport médical fait état de blessures caractéristiques d'un viol par utilisation d'une matraque télescopique. Le récit de la victime atteste clairement du caractère raciste de l'interpellation et des méthodes violentes utilisées. Pourtant l'IGPN requalifie les faits en viol accidentel suite à une interpellation dite « légitime ». Alors que la colère gronde dans les quartiers populaires, l'affaire est – une fois n'est pas coutume- fortement médiatisée, comme pour tenter de désamorcer un mouvement de révolte potentiel, malvenu dans le contexte de campagne électorale.

Théo vient rejoindre la liste déjà longue des victimes des violences policières dans les quartiers populaires. Ces pratiques brutales, présentées comme exceptionnelles, sont pourtant subies au quotidien par les jeunes de ces quartiers. Elles ont entraîné la mort de plusieurs dizaines d'entre eux sans qu'aucun policier auteur de ces actes n'ait été condamné par la justice à la hauteur du crime commis.

Dans les quartiers populaires, où les populations sont exposées à la précarité économique, au racisme et aux discriminations de toutes sortes, la violence de l'Etat est un mode de gestion de l'ordre social qui n'est pas sans rappeler les situations coloniales. Les contrôles au faciès, les violences policières et l'impunité des agents de répression sont les pratiques quotidiennes symptomatiques d'un système ségrégationniste.

En se précipitant au chevet de Théo, François Hollande

voudrait faire oublier que le gouvernement socialiste a intensifié cette politique répressive contre les quartiers populaires. L'interdiction des manifestations, en juillet 2014 lors des attaques israéliennes à Gaza, a révélé l'hypocrisie socialiste sur le droit à l'expression. Prenant prétexte des attentats de 2015, il a instauré l'état d'urgence pour une durée indéterminée et fait voter un arsenal de lois liberticides (la loi sur le renseignement et sur la surveillance des communications internationales). La dernière en date permet l'élargissement des conditions de légitime défense des policiers et l'assouplissement de l'usage des armes à feu a été définitivement approuvé par l'Assemblée nationale le jeudi 16 février.

Le Comité Action Palestine dénonce le racisme d'Etat et condamne cette gestion néocoloniale des quartiers populaires. Face à cet apartheid à la française, il ne reste qu'une seule voie : la mobilisation de tous les concernés pour résister à l'oppression.

photo : Photo Cyril Zannettacci pour Libération

---

## **Palestine : la voie de la résistance populaire**

Depuis fin 2015, un mouvement de résistance populaire d'un style nouveau s'est développé en Palestine. Initié à al-Quds, il s'est rapidement étendu à toute la Cisjordanie, mais aussi dans la Palestine occupée en 48. Sans structuration apparente, indépendamment des organisations palestiniennes, les résistants frappent la société coloniale en son cœur par des moyens variés. Ni les arrestations, ni la répression sanglante

(près de 300 martyrs depuis novembre 2015), n'ont réussi à stopper ces actes de résistance. En dépit de la faible intensité de ce mouvement, le mode de résistance mis en œuvre fragilise en profondeur l'entité sioniste. Dans ce contexte, il est important de comprendre quels facteurs, à la fois internes et externes, peuvent transformer ce mouvement de résistance en une force capable de renverser durablement le rapport de force et conduire à l'effondrement du projet colonial sioniste en Palestine.

### **La résistance populaire affaiblit l'entité sioniste**

Engagé il y a plus d'un an en réponse à la poursuite de la colonisation et à la répression, aux menaces grandissantes sur les lieux saints et à l'absence de perspectives politiques, le mouvement de résistance populaire s'est inscrit dans la durée sur toute la Palestine. Il est certes d'intensité faible à moyenne, mais les modes de résistance choisis, tels que l'usage des armes blanches ou de voitures bélier, sont l'expression du génie populaire et de son attachement à la résistance. C'est une stratégie d'usure qui ne peut qu'accentuer la faiblesse de l'ennemi. En effet depuis 2000 et la libération du Sud Liban, l'entité sioniste s'affaiblit à la fois sur le plan externe et sur le plan interne. En externe, elle n'a remporté aucune des batailles engagées contre les mouvements de résistance que ce soit au Liban ou à Gaza. En interne, la faiblesse est d'abord structurelle. Le système politique sioniste tire actuellement sa légitimité d'une coalition de partis soutenant très ouvertement la colonisation. Malgré une relative pression internationale pour sauver la solution à deux Etats et qui s'est exprimée symboliquement par le vote de la résolution 2334 condamnant « la colonisation » à l'unanimité des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (à l'exception de l'abstention des Etats Unis), le gouvernement sioniste ne peut plier sur cette question, sans risquer de perdre sa majorité. Dans ce contexte de fuite en avant, les attaques palestiniennes sont

particulièrement efficaces pour aggraver la déstabilisation de l'entité sioniste en visant l'un de ses fondements existentiels qu'est la sécurité des colons. Elles ont distillé la peur au sein de la société coloniale dont l'adhésion idéologique au projet sioniste est bien moindre qu'au cours des premières décennies de l'entité. Il est donc capital que le mouvement de résistance populaire se maintienne dans la durée pour que la déstabilisation de la force occupante atteigne un point de non-retour.

### **Vers une stratégie de résistance unifiée ?**

Néanmoins, depuis un an, ainsi que le constate l'intellectuel palestinien Mounir Chafik, ce mouvement n'a toujours pas été rejoint par les organisations palestiniennes de la résistance qui restent en retrait et peinent à s'unir pour définir une stratégie globale, fondée sur la convergence entre lutte populaire et action armée. Si la coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec le pouvoir colonial est un véritable frein au développement d'une résistance sur tous les fronts, d'autres facteurs peuvent expliquer cet état de fait. L'influence que certains Etats arabes (Qatar, Arabie saoudite, Turquie) exercent encore sur les différentes organisations ne peut certainement pas être négligée, ainsi que les difficultés associées à la division à la fois politique et territoriale entre Gaza (dirigé par le Hamas) et la Cisjordanie (contrôlée par l'Autorité palestinienne et le Fatah). Les contradictions internes au sein des factions jouent également un grand rôle dans la paralysie actuelle. Mais la difficulté des factions palestiniennes à intégrer le mouvement populaire pourrait avoir également des causes sociales liées aux écarts de classe entre les dirigeants politiques et les artisans de la résistance populaire. Pourtant plusieurs faits récents témoignent d'un attachement à la résistance de toutes les factions. En premier lieu Marwan Barghouti, fondateur de la Brigade des Martyrs d'al-Aqsa et emprisonné depuis 15 ans, a recueilli le pourcentage de voix le plus élevé aux dernières

élections du comité central du Fatah. Au Hamas, la nomination récente de Yahya Sinwar, fondateur des Brigades Ezzedin al-Qassam, à la tête du mouvement dans la bande de Gaza confirme la voie de la résistance comme seul moyen de mettre fin à l'occupation sioniste. Finalement, un accord scellé en janvier 2017 à Moscou par les organisations palestiniennes permettant l'admission du Hamas et du Jihad islamique dans l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) marque aussi la volonté de poursuivre la résistance dans le nouveau contexte politique régional et ses derniers développements en Syrie.—

### **Rapport de forces international favorable à la résistance palestinienne**

Les conséquences du conflit en Syrie sur la Palestine ne peuvent être appréhendées qu'en considérant cette guerre comme l'expression de quatre conflits imbriqués qui opposent de fait la Russie aux USA (et au camp occidental, Israël compris), l'Iran à l'Arabie saoudite, la Turquie aux Kurdes et la Syrie en tant qu'Etat nation aux forces anti-gouvernementales. L'intervention de tous les acteurs est avant tout gouvernée par leurs intérêts politiques et économiques, chacun établissant ses propres priorités. Cette logique explique alors des recompositions d'alliance parfois inattendues, et les éléments d'ordre idéologique et religieux sont très secondaires.

En 2016, ce conflit a été surtout marqué par le renforcement de l'alliance entre la Russie et l'axe de résistance contre l'impérialisme et le sionisme Syrie-Hezbollah-Iran. La bataille d'Alep, fin 2016, a marqué un tournant décisif dans ce conflit. La Russie a renforcé sa position de première puissance stratégique (suprématie militaire) et retire déjà les bénéfices économiques de cette suprématie (signature de contrats avec le Qatar par exemple). L'Iran voit également sa situation renforcée, malgré les contradictions internes qu'elle a dû gérer quant à la collaboration avec la Russie et la question des kurdes iraniens. Ce renforcement de l'Iran est

déterminant au moment où le congrès américain vient de voter la prolongation des sanctions pour 10 ans, remettant en cause l'accord sur le nucléaire. Par ailleurs, l'expérience militaire collective acquise au cours de ce conflit par les membres de l'axe de la résistance est déterminante. Cette guerre a en effet été l'occasion d'une coopération étroite sur le terrain entre l'armée régulière syrienne, les forces du Hezbollah et les forces iraniennes. Dotées d'équipements militaires parmi les plus sophistiqués fournis par les Russes, les partis de la coalition anti-impérialiste ont pu développer des compétences militaires et définir de nouvelles stratégies de combat. Ainsi que le rapportent certains sites israéliens d'analyses stratégiques, cette nouvelle puissance militaire est très certainement en mesure de mettre un terme au colonialisme sioniste en Palestine.

Au-delà de l'entité sioniste, les développements en Syrie entérinent l'affaiblissement du camp impérialiste dans sa globalité. La confirmation de la présence de militaires de l'OTAN dans les quartiers tenus par Daesh à Alep est une nouvelle preuve du soutien occidental à toutes les forces anti-gouvernementales sans distinction. Cette présence rappelle que l'objectif principal de l'engagement des occidentaux en Syrie est de détruire l'axe de résistance, notamment le Hezbollah et l'Iran. Le fait que les occidentaux ne soient pas arrivés à leurs fins est l'expression d'une défaite majeure et de leur affaiblissement. L'accord d'Astana signé en janvier 2017 entre Russes, Turcs et Iraniens institue un mécanisme trilatéral de supervision du cessez-le-feu en Syrie et confirme l'exclusion des États-Unis et de leurs alliés.

C'est également une grande défaite pour l'Arabie saoudite qui montre ses faiblesses à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique. Elle est empêtrée au Yémen, où elle perd peu à peu le soutien de ses « alliés » et notamment celui des américains qui ont exprimé leur souhait de se désengager en

raison des erreurs saoudiennes. Par ailleurs, certains de ses alliés arabes ont changé de camp. L'Égypte a décidé de s'engager au côté des forces syriennes et des tensions sont apparues récemment entre les deux pays. Même si de nombreuses incertitudes subsistent, ce contexte de renforcement de l'axe de résistance et d'affaiblissement du camp impérialiste, particulièrement défavorable à l'entité sioniste, offre une opportunité majeure pour la résistance palestinienne. C'est à ce titre que se justifie le soutien politique à la souveraineté de l'État syrien.

### **Zones d'incertitudes et nécessité de résistance**

Il subsiste cependant de nombreuses incertitudes quant à l'issue de ce conflit. La Turquie qui en est un acteur majeur a connu en 2016 une forte instabilité interne avec une tentative de coup d'État et de très nombreux attentats. Dans ce pays, les intérêts à court terme de l'État et de la classe dirigeante priment sur toute stratégie internationale à long terme. Ainsi pour protéger ses intérêts économiques immédiats et sauver le pouvoir de l'AKP, la Turquie n'a pas hésité à revoir sa politique d'alliances en renouant avec Israël, en se rapprochant de la Russie et en entrant en guerre en Syrie aux côtés de la coalition pro-russe. Après avoir servi de base arrière à l'action de Daesh en Syrie, la Turquie s'est recentrée sur la question kurde et semblait avoir perdu toute confiance dans l'administration Obama, accusée par les autorités turques de soutien actif à la tentative de coup d'État. Au Liban, Michel Aoun a pu être élu à la Présidence de la république grâce à une coalition allant du Hezbollah aux forces libanaises de Samir Geagea. Mais il est peu probable que cette élection puisse conduire à une plus grande stabilité de ce pays, dont le système politique issu de la période coloniale est particulièrement fragile et incohérent.

Par ailleurs il est encore très difficile d'envisager les conséquences de l'élection de Donald Trump aux USA. A priori en faveur d'une stratégie isolationniste qui défend d'abord

les intérêts financiers et économiques des USA, il semble plutôt favorable à un rapprochement avec la Russie, et cible prioritairement le rival économique chinois. Une tentative de retour à la normale avec la Turquie est en cours. Ses déclarations vis-à-vis de la Palestine et de l'Iran sont inquiétantes. Mais au-delà des grandes déclarations, peut-on préjuger des décisions qui conduiraient à une intervention américaine aux côtés de l'entité sioniste pour attaquer l'Iran ou mater un soulèvement général en Palestine en contradiction complète avec la stratégie isolationniste annoncée ? Il est trop tôt pour le dire. Cela dépendra certainement du nouveau rapport de force USA/Russie, ainsi que des contradictions internes à l'administration américaine.

Pour la Palestine, la situation est néanmoins porteuse d'espoir. Dans ce contexte international plutôt favorable, la dynamique de résistance actuelle est portée par un mouvement populaire interne indépendant des influences extérieures. Pour construire une unité nationale, les organisations politiques palestiniennes devraient, quant à elles, privilégier des alliances étrangères fondées uniquement sur le soutien à la résistance. L'absence de dénonciation forte par les factions palestiniennes du rétablissement des relations officielles entre la Turquie et Israël traduit certainement la priorité actuelle donnée à l'unité nationale. Les accords pour réformer l'OLP cités précédemment, illustrent également cette priorité. Par ailleurs la pression toujours plus forte exercée sur les réfugiés, notamment au Liban, révèle que cette composante du peuple palestinien n'est plus en capacité, à court terme, d'initier un mouvement de résistance à partir de l'extérieur. Ce qui était vrai depuis le début des années 80, l'est encore plus aujourd'hui. Ces conditions renforcent la nécessité de conduire la résistance à partir de l'intérieur, indépendamment des Etats arabes, il s'agit d'une opportunité majeure pour le développement d'une insurrection propre à la Palestine capable de modifier le rapport de force avec l'occupant. Certaines factions comme le Jihad islamique pourraient jouer un rôle



déterminant dans ce processus.

Depuis la déclaration de Balfour dont on marquera le centième anniversaire en 2017, le contexte géopolitique a beaucoup changé au Proche et Moyen Orient et dans le monde. Alors qu'au moment des accords de Sykes-Picot, l'impérialisme occidental était à son apogée, il connaît actuellement un déclin continu, notamment depuis la seconde moitié du XXème siècle et la période de la décolonisation. La défaite occidentale en Syrie et l'élection de Donald Trump aux USA sont des signes majeurs de la faiblesse actuelle de la stratégie impérialiste. De plus, le développement de partenariats économiques autonomes entre les pays du Sud, comme actuellement entre pays africains, reflète une autonomisation certaine vis-à-vis de l'Occident. Mais la résistance des peuples n'est pas encore assez construite pour mener au renversement complet des rapports de force. En effet les attaques impérialistes restent possibles car les Etats du Sud, notamment les Etats arabes, sont faibles et leurs gouvernements n'ont pas de légitimité populaire. Pourtant les questions sociales sont cruciales et pourraient engendrer des soulèvements porteurs d'un projet révolutionnaire, ou du moins de certains changements politiques. Pour tirer parti de ce contexte favorable, il devient urgent que se développe dans tous ces pays une conscience politique propre et que se mettent en place des organisations avec des visions stratégiques claires. La Palestine est à l'avant-garde du mouvement ; ce qui s'y passera au cours des prochains mois aura sans aucun doute des répercussions majeures pour le peuple palestinien et l'ensemble des peuples du Sud.

Comité Action Palestine

19 février 2017

---

# **Maroc – Israël : une normalisation qui ne dit pas son nom ? par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari**

Cet article paru le 29 janvier 2019 sur le site <http://www.tsa-algerie.com/> propose une analyse détaillée des relations entre le Royaume marocain et l'entité sioniste, en revenant sur les fondements historiques de ces liens. « Si depuis 2000, les relations diplomatiques officielles entre Rabat et Tel Aviv sont apparemment rompues, les ambiguïtés des rapports entre les deux capitales ne sont pas levées. Depuis 2011, une série de révélations est venue conforter l'idée que, derrière ces ambiguïtés liées aux impératifs politiques, il existe une relation durable et stable entre la monarchie marocaine et l'état israélien. Si la situation actuelle est celle d'une normalisation discrète et progressive, la société marocaine ne soutient cependant en rien cette dynamique. [...] Si cette normalisation discrète et progressive des relations est vivement souhaitée par Israël, la société marocaine, y est, en revanche, farouchement opposée. »

---

Une délégation de Marocains s'est rendue, le 10 janvier, en Israël dans le cadre d'un colloque sur l'amitié judéo-marocaine. Ce déplacement n'a pas manqué de susciter l'indignation sur les réseaux sociaux et d'alimenter une vive polémique. Cette visite controversée intervient quelques semaines seulement après celle d'une délégation de

journalistes et d'enseignants, en novembre dernier, répondant à l'invitation du ministère israélien des Affaires étrangères.

Si depuis 2000, les relations diplomatiques officielles entre Rabat et Tel Aviv sont apparemment rompues, les ambiguïtés des rapports entre les deux capitales ne sont pas levées. Depuis 2011, une série de révélations est venue conforter l'idée que, derrière ces ambiguïtés liées aux impératifs politiques, il existe une relation durable et stable entre la monarchie marocaine et l'État israélien. Elle est assise à la fois sur des intérêts commerciaux, des échanges interculturels, des convergences d'intérêts politiques, et trouve sa raison d'être dans les conditions historiques d'instauration du régime marocain.

## Dynamisme commercial

Avec la fermeture du bureau de liaison d'Israël à Rabat, dans le contexte de déclenchement de la seconde *intifada*, les contacts entre les deux pays se sont faits plus discrets sans jamais cessé d'exister. D'un côté, le dynamisme commercial est une réalité, avec un volume d'échanges de « 52,3 millions de dollars sur dix-huit mois » entre 2014 et 2015, selon le Bureau israélien central des statistiques (BCS).

De l'autre, une brèche s'est ouverte ces dernières années dans l'opacité des relations depuis les révélations fracassantes faites par Wikileaks sur les rencontres au sommet, notamment en 2009, entre le ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman et son homologue marocain, Taïeb Fassi-Fihri.

Au nombre des scandales politiques entachant la monarchie marocaine, l'enquête publiée en 2015 par le quotidien israélien *Yehrodot Ahronot* met en lumière la coopération active entre les services de renseignements marocain et le Mossad dans l'assassinat de l'opposant historique de la gauche marocaine, Mehdi Ben Barka. Un an plus tard, de nouvelles

informations embarrassantes d'un ancien chef des renseignements militaires israéliens, dévoilant le rôle clé de Hassan II dans la défaite arabe de 1967, a fait l'effet d'une nouvelle bombe dans le royaume chérifien.

Ainsi, si ces relations ont traversé une période de refroidissement, sur le fond en revanche, il a toujours subsisté des éléments de convergences inhérentes aux intérêts propres de chacun des deux États. Cette relation a un ancrage historique fort, né dans un contexte de crise de légitimité d'une monarchie à contre-courant des évolutions régionales.

## **Ennemis politiques communs**

Historiquement, la survie du pouvoir royal a reposé sur la double stratégie de l'affaiblissement du puissant parti nationaliste, l'Istiqlal, et d'édification d'une légitimité indépendantiste auprès du peuple marocain. La France, d'une certaine manière, lui en donnera l'occasion. L'exil, qu'imposent les autorités françaises au roi Mohamed V en 1953, permet de souder les Marocains autour de sa personne et, consolider politiquement la monarchie marocaine face aux autres forces politiques.

L'intronisation du roi à l'indépendance en 1956 ne met pas fin, cependant, à la lutte pour le pouvoir entre le palais et le mouvement nationaliste, qui culmine avec l'assassinat de Mehdi Ben Barka en 1965. Cette situation politique a fragilisé le règne de Mohamed V puis de son fils Hassan II, héritier d'un contexte marqué par des troubles sociaux et politiques. En proie à une instabilité grave, Hassan II, qui échappe à deux tentatives de coup d'État, en 1971 et en 1972, œuvre avec acharnement à la stabilisation du régime. L'occupation du Sahara occidental en 1975, contestée par l'Algérie, est une opportunité historique pour isoler l'opposition politique radicale qui est féroce réprimée. Cette instabilité politique permanente explique l'importance du rapprochement israélo-marocain.

# Combattre l'ennemi intérieur et fragiliser l'ennemi extérieur

Pour mettre son pouvoir à l'abri d'une nouvelle crise interne et guidé par une conception politique régionale plus proche d'Israël que des régimes arabes dits progressistes, Hassan II s'est rapproché de Tel Aviv dès 1961, date de la conclusion des accords secrets conclus avec le Mossad. Les services de renseignements israéliens ont, dès lors, répondu avec zèle aux sollicitations du pouvoir marocain, notamment dans l'affaire Ben Barka en 1965.

Ainsi l'impératif de sécurité nationale et la volonté d'affaiblir les régimes nationalistes arabes comme l'Algérie et l'Égypte éclairent la stratégie de Hassan II, qui s'associe à Israël pour combattre l'ennemi intérieur et fragiliser l'ennemi extérieur. À l'initiative d'une diplomatie minimale et discrète, il multiplie les démarches officielles pour la paix à partir de 1985 (date à laquelle il invita Shimon Pérès à se rendre au Maroc). Afin de concrétiser le rapprochement, il sera l'artisan d'une relation directe et originale avec l'établissement, en 1994, d'un siège diplomatique ayant des organes à Rabat et à Tel Aviv.

L'importance des relations entre les Marocains juifs et les Israéliens d'origine marocaine a également participé au renforcement des liens entre les deux pays. Une étude publiée par le ministère des Marocains résidant à l'étranger a établi que la deuxième plus importante communauté marocaine à l'étranger se trouve en Israël avec plus de 800.000 personnes.

Dans un article intitulé « *La mise en scène de l'identité marocaine en Israël : un cas d'israélianité diasporique* », Emanuela Trevisan-Semi analyse le rattachement étroit entre les deux communautés. Elle note que les Israéliens d'origine marocaine « ne se sont pas contentés d'entretenir une mémoire individuelle et familiale du pays natal dans l'espace

domestique privé (cuisine, musique, récits, objets, portraits aux murs des rois du Maroc, y compris du souverain actuel, dialecte arabo-marocain), ils sont également à l'origine de l'introduction à l'intérieur de l'espace public israélien de symboles traditionnels du pouvoir marocain ».

La figure la plus emblématique de la communauté juive marocaine est André Azoulay, conseiller, successivement de Hassan II et de Mohamed VI. Au-delà, de son rôle joué dans la libéralisation de l'économie marocaine, des observateurs soulignent qu'il a eu un rôle clef dans la normalisation d'Israël auprès des pays arabes et, notamment du Maroc. Si cette normalisation discrète et progressive des relations est vivement souhaitée par Israël, la société marocaine, y est, en revanche, farouchement opposée. Entre les réactions populaires contre cette normalisation, qui ne dit pas son nom, et cette politique d'ouverture à Israël, la monarchie devra, à terme, opérer un choix douloureux.

<http://www.tsa-algerie.com/20170129/maroc-israel-normalisation-ne-dit-nom/>

Source de la photo: <http://reseauinternational.net/maghreb-les-relations-tr-es-particulières-entre-le-maroc-et-israel/>

---

## **Résolution 2334 : expression de tensions au sein du camp occidental ?**

Comité Action Palestine

Le 23 décembre 2016, la résolution 2334 a été votée à l'unanimité moins une abstention par le conseil de sécurité de l'ONU condamnant pour la dixième fois « la colonisation des territoires occupés par Israël depuis 1967 ». L'abstention des Etats unis est soulignée avec insistance par les médias, puisque pour la première fois depuis 37 ans, les Américains n'ont pas utilisé de leur droit de veto.

Pourtant rien de nouveau dans cette résolution qui se contente de rappeler « les devoirs de la force occupante ». Celle-ci est même en recul par rapport à celle votée en 1980 (465) qui appelait au démantèlement des colonies déjà établies. En revanche, cette nouvelle résolution rappelle l'obligation faite à l'autorité palestinienne de « s'attaquer à tous ceux qui se livrent à des activités terroristes », c'est-à-dire à ceux qui résistent à l'occupation de leur pays. Autant dire que cette résolution entérine la répression de la résistance sous toutes ses formes -qu'elle émane d'un soulèvement populaire ou des organisations politiques et militaires - dans l'ensemble de la Palestine occupée.

L'objectif de cette nouvelle résolution est finalement de réaffirmer le soutien onusien à l'illusoire « solution à deux Etats » qui semble être la seule option permettant d'assurer le maintien de ce bastion impérialiste dans la région. Mais le sionisme est un mouvement colonial et par conséquent Israël ne peut exister sans coloniser. Le vote de cette résolution démontre finalement que l'entité sioniste ne peut dissimuler son caractère colonial au monde malgré toute l'énergie qu'elle déploie pour faire croire qu'elle est un Etat comme les autres. Comme le déclare l'intellectuel et militant palestinien Mounir Chafiq «la faiblesse actuelle de l'entité sioniste est telle que tout ralentissement du rythme de la colonisation ferait voler en éclat la coalition au pouvoir et provoquerait l'effondrement du gouvernement actuel ». Ce vote est en fait l'expression de la divergence actuelle des intérêts entre les représentants de ladite « communauté

internationale » et ceux de l'entité sioniste. La position américaine, émanant d'une administration Obama en fin de course, ne doit pas faire oublier que, suite à un protocole d'accord signé en septembre 2016, une aide militaire de 38 milliards de dollars sur 10 ans a été octroyée à l'Etat sioniste par les USA.

Mais le peuple palestinien est parfaitement conscient que cette résolution connaîtra le même sort que toutes les autres résolutions votées par l'Assemblée générale ou le conseil de sécurité de l'ONU. Il sait que la solution ne viendra que de son inlassable résistance et de sa capacité à poursuivre son travail d'affaiblissement de l'entité sioniste. Notre devoir, est plus que jamais, de soutenir inconditionnellement cette résistance et la lutte du peuple palestinien pour son droit à l'autodétermination et pour la libération totale de la terre arabe de Palestine.

---

## **« Le contexte actuel offre des opportunités pour la lutte » Interview de Mounir Chafik par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari**

Pour l'intellectuel Mounir Chafik, les Palestiniens peuvent aujourd'hui sortir de la logique défensive pour adopter une stratégie offensive. Cette fois-ci, en privilégiant l'insurrection populaire, sans négliger les opérations militaires ponctuelles.



Mounir Chafik est un intellectuel et résistant palestinien. Né en 1936 à Jérusalem, il est l'un des membres fondateur de la Saja, la Brigade étudiante du Fatah, formée au Liban dans les années 70. Issue de la gauche du Fatah, elle a intégré des références islamiques après la révolution iranienne. Elle a joué un rôle dans l'émergence du Hezbollah et du Mouvement du Jihad islamique en Palestine. Les propos de Mounir Chafik ont été recueillis en novembre 2016 par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari. Cet entretien a été publié dans le numéro de Janvier 2017 du mensuel Afrique-Asie (n°134).

---

### **Quel est l'impact aujourd'hui des conflits régionaux sur la cause palestinienne ?**

Porter un jugement en partant des apparences donne l'impression que ce conflit profite largement à Israël et qu'il dessert la cause palestinienne. Or, si l'on s'attache à la configuration globale et à l'analyse en profondeur, il en ressort, au contraire, que ce conflit n'a pas d'effets aussi désastreux. Cette appréciation s'appuie sur l'observation d'un changement dans les rapports de force internationaux, notamment sur le constat du grand affaiblissement à la fois d'Israël, des Etats-unis et des puissances occidentales. Historiquement, la cause première de toutes les défaites arabes et palestinienne est directement liée à la supériorité militaire de l'armée israélienne et du camp occidental en général. Il faut tenir compte de trois phénomènes importants : l'hégémonie américaine et occidentale sur le monde est en perte de vitesse, l'armée israélienne au cours de ces 10 dernières années a subi 4 défaites (une au Liban, trois à Gaza) et, enfin, des indicateurs montrent une certaine dégénérescence interne de l'entité sioniste. En réalité, le constat est plutôt favorable à la cause du peuple palestinien.

### **Quels sont les signes d'affaiblissement de l'Etat d'Israël aujourd'hui?**

Le leadership israélien actuel n'a pas de vision, il est décrédibilisé, faible et incomparable avec le leadership à l'origine de la création d'Israël. La coalition israélienne au pouvoir est devenue extrêmement fragile : si un petit parti se retire, la coalition s'effondre. La promesse de Netanyahu faite aux Etats-unis de ralentir le rythme de la colonisation n'est pas réalisable parce que cette décision provoquerait le retrait des partis religieux et d 'extrême droite et donc l'effondrement du gouvernement. L'armée israélienne est une armée qui ne se bat plus, elle a été vaincue au cours de 4 guerres, et s'est progressivement transformée en forces de police. De même, la société israélienne ne peut plus être comparée à celle de l'époque des « pionniers », où nous avions à faire à un groupe très idéologique, un mouvement sioniste qui mobilisait réellement les colons israéliens. L'état de la société israélienne a évolué. Il y'a deux mois un jeune palestinien de 48 a tué deux israéliens lors d'une opération à Tel Aviv. Il a fui et s'est caché pendant une semaine, moment durant lequel la vie s'est arrêtée à Tel Aviv. Les israéliens n'osaient plus sortir, jusqu'à ce que des forces de l'occupation le retrouvent et le tuent dans son village. Il y a 10 ans, en dépit des opérations kamikazes, les Israéliens n'avaient pas peur de circuler. Quelques heures après un attentat, la vie reprenait son cours normal. La société israélienne est une société qui vit aujourd'hui dans la peur. S'additionnant aux défaites militaires, toutes ces données sont des symptômes de l'affaiblissement de l'entité sioniste. L'ensemble de ces appréciations, conduisent à la conclusion que la cause palestinienne se porte bien mieux qu'auparavant, contrairement à ce que prétendent les analyses dominantes.

**L'émergence d'un monde multipolaire a-t-elle contribué à l'affaiblissement des puissances occidentales et au renforcement des causes des peuples du sud et notamment du peuple palestinien?**

Sans aucun doute. Le déclin de la puissance américaine a ouvert la possibilité d'émergence d'un monde multipolaire. Le changement du rapport de force est toujours lié à l'affaiblissement de la puissance dominante. Dans cette configuration apparaissent d'autres possibilités et, réciproquement, l'émergence de nouveaux pôles va davantage renforcer l'affaiblissement des Etats-unis. Il existe donc une relation dialectique entre les deux. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que les Etats-unis, les pays arabes, les Nations unies, l'Union européenne, l'ensemble des acteurs politiques qui cherchaient à régler le sort des Palestiniens n'ont pas pu parvenir à un accord définitif et négocié. Les accords d'Oslo étaient à la fois contraires aux constantes nationales et aux intérêts du peuple palestinien. La seule voie qui s'impose à nous aujourd'hui est la voie d'une relance de la lutte pour ouvrir de nouvelles perspectives sur la base de ces constantes nationales palestiniennes. L'appréciation dominante estime que les évolutions dans le monde arabe marginalisent la cause palestinienne. Je pense, au contraire, que le contexte actuel offre des opportunités pour la lutte du peuple palestinien. Gaza par exemple se renforce et devient un bastion militaire encore plus imprenable qu'en 2014, malgré le siège. Je pense également qu'il y'a une possibilité en Cisjordanie pour développer un mouvement insurrectionnel qui prendrait la forme d'une intifada généralisée et d'une désobéissance civile, imposant à terme un retrait israélien inconditionnel et un démantèlement des colonies. Bien sûr, des obstacles persistent dans la voie de la mise en oeuvre d'une telle stratégie, et l'un des principaux est la collaboration sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et les forces d'occupation. La position de Mahmoud Abbas, opposé à l'intifada, constitue un blocage, mais surmontable à terme. Par ailleurs, certaines organisations politiques de la résistance n'ont pas encore saisi l'importance de cette stratégie et peinent à passer de la stratégie de la lutte armée à une stratégie de mobilisation populaire massive en vue d'une révolte généralisée en Cisjordanie et à Gaza, qui

pourrait être soutenue par des opérations militaires.

**Dans ce contexte global, quel est le sens de l'intifada des couteaux ? N'est-elle pas l'expression du génie populaire?**

Cette Intifada des couteaux révèle en réalité la crise de toute la structure héritée des accords d'Oslo. Elle montre quelle est la stratégie de résistance à suivre contre l'occupation. Le génie populaire devance les organisations. Il faut trouver dans ces actions spontanées une voie possible à suivre. Toutes les formes de lutte proviennent du génie populaire, comme la révolution de 1905 en Russie qui a pavé la voie à 1917. L'art de la guerre militaire repose d'abord sur l'initiative des soldats et de petits officiers qui ont inspiré les stratèges et les théoriciens de la guerre. Les initiatives viennent en général du bas et inspirent les stratégies militaires ou les luttes de libération. Aujourd'hui les attaques menées par ces jeunes montrent qu'il existe une nouvelle voie possible dans les formes d'action contre l'occupation. Les funérailles de ces martyrs, notamment ceux dont les corps avaient été confisqués par les forces d'occupation, se sont transformées en manifestation gigantesques rassemblant des dizaine de milliers de personnes. Des observateurs ont comparé les funérailles du martyr Mohanad aux funérailles de Yasser Arafat. Pour empêcher les grandes funérailles, les Israéliens ne rendent pas aux familles les corps des auteurs des attaques au couteau.

**A la lumière de ces faits, peut-on affirmer que le contexte aujourd'hui en Palestine est un contexte révolutionnaire ?**

Pour reprendre les termes de Lénine, les conditions objectives sont réunies pour un changement. Une grande explosion populaire, à savoir une articulation entre une désobéissance civile massive et des opérations militaires ponctuelles,

permettra d'imposer un retrait de Cisjordanie et de Jérusalem est. Si aujourd'hui le peuple palestinien investit les rues et s'empare des places publiques, il y aura inévitablement un soutien massif de l'opinion publique mondiale, arabe et musulmane. Les pays qui appuient Netanyahu finiraient par exercer des pressions pour lui imposer une solution rapide. Jusqu'à présent la majorité des pays considèrent que l'occupation des territoires Palestiniens est illégale et illégitime, mais dans la configuration d'une insurrection généralisée avec une dynamique de soutien international et régional, la position des Etats pro-Israël sera être extrêmement délicate à tenir parce qu'elle entrerait en contradiction avec les opinions publiques. Ce contexte actuel n'a pas d'équivalent dans le passé. Lorsque la résistance palestinienne était au Liban le soutien des pays arabes, de l'URSS, de la Chine étaient nécessaire. Les rapports de force internationaux et régionaux étaient différents, tandis qu'aujourd'hui en Cisjordanie et à Gaza la résistance peut compter sur ses propres forces. Alors que par le passé nous étions face à la possibilité d'un écrasement total et que le soutien international était d'une importance cruciale, aujourd'hui le contexte est profondément modifié : les Palestiniens peuvent sortir de la logique défensive dans laquelle ils étaient enfermés pour adopter une stratégie offensive. Le problème ne réside donc plus dans le rapport de force international et régional mais en interne chez les organisations politiques qu'il faut convaincre de la pertinence de cette stratégie. Toutes les organisations affirment leur soutien à l'intifada, mais, paradoxalement, elles n'ont pas mis tout leur poids dans ce type d'action. Elles continuent à privilégier les actions militaires au lieu de considérer que la forme principale de la lutte doit être l'insurrection populaire. Or, seule l'insurrection populaire peut mener à la fin de la coopération sécuritaire entre l'Autorité Palestinienne et Israël, et à la décomposition de l'appareil sécuritaire. L'affaiblissement en interne de l'entité sioniste rend cette stratégie possible. Mao disait

que lorsque le rapport de force évolue vers une situation d'équilibre relatif entre nous et l'ennemi, il faut pousser l'ennemi à commettre des erreurs; et Lénine soutenait qu'il faut faire en sorte que le leadership ennemi devienne incapable de gouverner.

[afas-134-complet-bd-56-58](http://www.afrique-asie.fr/menu/ameriques/69-numeros-afrique-asie/10690-n-134-janvier-2017)

<http://www.afrique-asie.fr/menu/ameriques/69-numeros-afrique-asie/10690-n-134-janvier-2017>

---

## **Le révolutionnaire Fidel Castro ne mourra jamais**

Fidel Castro est mort ce vendredi 25 novembre. Il fut certainement l'une des figures les plus emblématiques, voire la plus emblématique, de cette phase historique qui a vu émerger la résistance des peuples du Sud contre l'impérialisme, et notamment l'impérialisme américain.

Il a défendu la justice et la dignité des peuples écrasés par l'avidité de l'impérialisme. En pratique comme en théorie, il a su donner un sens à l'idée de fraternité entre les peuples. Il n'a jamais hésité à soutenir les luttes des peuples colonisés en Amérique, en Asie ou en Afrique.

Héritier et continuateur de la révolution cubaine, Fidel Castro fut un leader intransigeant face aux puissants et le représentant incontesté des opprimés et des laissés pour compte.

Le philosophe et historien cubain, Fernando Martinez Heredia estime que, dans les faits, la Révolution cubaine « fut une

victoire de l'anti-impérialisme remportée par les forces anti-capitalistes ». Ces forces ne sont rien d'autre que l'unité en action des classes populaires cubaines qui ont su se donner un vrai chef. Ce chef révolutionnaire s'appelait Fidel Castro.

Comité Action Palestine

29-novembre 2016



---

# **« La nouvelle géopolitique de la question coloniale en Palestine » – Conférence de Richard Labévière**

A l'invitation du Comité Action Palestine,

le vendredi 2 décembre 2016 (20h-23h, Athénée municipal\*,  
Bordeaux)

Richard Labévière,

journaliste et expert des questions internationales et  
stratégiques

donnera une conférence

sur le thème « la nouvelle géopolitique de la question  
coloniale en Palestine »

Il nous apportera son éclairage sur les rapports de force actuels au Proche et Moyen Orient et les perspectives pour cette région à court et moyen terme, notamment en fonction de certaines échéances électorales comme aux Etats Unis. Les conséquences potentielles sur l'avenir du mouvement national palestinien seront analysées. Il traitera aussi de la question coloniale en Palestine, occultée par la fabrication d'un problème sécuritaire.

Il abordera également les éléments importants de son dernier livre « Terrorisme : la face cachée de la mondialisation » paru aux éditions Pierre-Guillaume De Roux. Dans cet ouvrage il analyse la logique même du terrorisme transnational comme dernier avatar du capitalisme néolibéral. La violence est-elle organiquement liée au capitalisme au point de devenir un enjeu économique ? A travers l'analyse du terrorisme et sa généalogie au Moyen Orient, Richard Labévière considère que ce type de violence n'est pas seulement politique. Elle est aussi économique dans la mesure où elle crée un marché de la « sécurité ». Le capitalisme exploite également, en termes de marché, les effets de sa domination destructrice sur les sociétés.

Richard Labévière a été rédacteur en chef à RFI, chef du service étranger, puis éditorialiste. En 2008, il a été licencié de RFI par Christine Ockrent, alors directrice générale déléguée de l'Audiovisuel Extérieur de la France, directrice générale de France 24 et directrice générale déléguée de RFI. Ce licenciement dénoncé comme politique par l'intéressé, fut officiellement motivé par des « divergences d'options éditoriales », suite à une interview de Bachar al-Assad conduite par Richard Labévière.

Actuellement consultant international, il intervient régulièrement au Liban, en Syrie, en Irak, en Égypte, dans les pays du Maghreb et de la bande sahélo-saharienne. Depuis 2014, il est rédacteur en chef de [prochetmoyen-orient.ch/observatoire](http://prochetmoyen-orient.ch/observatoire) géostratégique. Il est aussi membre de



la rédaction du mensuel Afrique Asie.

Venez nombreux

[Evènement facebook](#)

\*Athénée municipal : Place Saint-Christoly, 33000 Bordeaux.  
Trams A et B arrêt « Hôtel de ville »

---

**« Nous défendons notre existence en tant que nation menacée, et il n'y a pas d'autre voie que la résistance »a**

**Fathi Shiqaqi**

*Interview au quotidien « al-Arab » le 25 octobre 1992*

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

« Nous appelons, souhaitons et agissons pour faire échouer les négociations, car en vérité, ce ne sont pas des négociations qui se déroulent, mais plutôt un diktat imposé par une partie sur l'autre, sous l'égide d'une partie entièrement alignée aux côtés de notre ennemi. C'est un diktat et non des négociations. Lorsque deux parties s'assoient à une table pour négocier, l'une ne peut en sortir que pour négocier et l'autre peut en sortir pour faire la guerre. Cela indique le niveau que nous avons atteint.

Nous savons que les circonstances internationales sont difficiles et complexes, et que le rapport de forces n'agit pas en notre faveur, dans tous les cas, et qu'il est très déséquilibré en faveur de notre ennemi, mais nous sommes certains que la loi du changement est en cours, que cette situation n'est pas éternelle et qu'elle présente en son sein les facteurs de faiblesse. Notre nation possède les termes de la puissance, ce qui lui permet, si elle sait les utiliser, de briser cette équation inique et d'imposer son respect par le monde.

Le changement arrivera certainement. Nous pensons qu'il est souhaitable qu'il advienne alors que nous sommes en position de résilience, de fermeté et de résistance, non en portant le papier de la soumission à l'OTAN hébreu. Une condition du changement consiste à être sur ces positions. Nous ne défendons pas seulement le droit d'avoir du lait pour nos enfants, mais nous défendons notre identité, notre existence en tant que nation menacée, et il n'y a d'autre voie que la résistance. Il n'y a de voie que la fermeté et la patience, jusqu'au changement du rapport de forces.

*Né en 1951, Fathi Shiqaqi fut un des fondateurs, puis le dirigeant du Jihad Islamique en Palestine jusqu'à son assassinat par les sionistes en 1995.*

---

# « Sur l'injustice on ne pourra jamais installer la paix »

Déclaration du délégué cubain devant l'Organisation des Nations Unies, le 28 Novembre 1947.

*Cuba fût le seul pays non-arabe à voter contre le plan de partition.*

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

Très brièvement, nous voulons exposer les raisons pour lesquelles la délégation cubaine se voit obligée de voter contre le plan de partage de la Palestine. [...]

Tout d'abord, la base initiale de toute votre requête est la déclaration de Balfour, qui est la cause de tout le problème qui est devant nous aujourd'hui.

A notre avis, la déclaration Balfour n'a absolument aucune valeur juridique, le gouvernement britannique a ainsi offert quelque chose dont il n'avait pas le droit de disposer, parce qu'elle ne lui appartenait pas. [...]

La partition est également contraire au droit, si nous nous en tenons au mandat de la Société des Nations. Il faudrait se demander si la Société de Nations pouvait, juridiquement, faire ce qu'elle a fait, c'est-à-dire, ordonner la création d'un foyer national juif avec les lourdes conséquences démographiques et politiques que cela a eues, dans un pays étranger sans le consentement de ses habitants. [...]

Troisièmement, le projet est également contraire au droit, car il va à l'encontre de l'auto-détermination des peuples, qui était un principe essentiel de la création de la Société des Nations. Et bien ici, on dispose du sort d'une nation, en la privant de la moitié de son sol national, le sol qui a été le sien pendant des siècles, sans qu'on ne l'ait consultée pour connaître son opinion. [...]

Nous avons proclamé solennellement le principe de l'autodétermination des peuples; mais avec une grande inquiétude nous voyons que lorsqu'arrive le moment de l'appliquer, nous l'oublions. Un tel système nous semble funeste. [...]

Pourquoi n'a-t-on pas procédé de manière démocratique, dans ce cas, consultant la volonté de tout le peuple de Palestine? Est-ce qu'on a craint que le résultat de la consultation soit contraire à ce que de toute façon on voulait faire? Et, si c'est ainsi, où sont les principes, et où est la démocratie que nous invoquons continuellement ? [...]

D'autre part, nous considérons que le projet est particulièrement injuste. Le peuple arabe a eu de façon ininterrompue, pendant de nombreux siècles le territoire de la Palestine, et selon les données officielles qui nous ont été présentées, à la fin de la première Guerre mondiale, il constituait près de 90% de la population totale.

Puis, par l'intermédiaire du Royaume-Uni, en tant que puissance mandataire, en application de la décision de la Société des Nations, on a ouvert les portes à l'immigration étrangère, offrant un endroit où elle pourrait vivre et développer son existence selon ses désirs, la liberté religieuse et sans discriminations humiliantes. Nous avons dit immigration étrangère, consciemment, parce que, avec tout le respect envers l'opinion des Juifs, ils sont, selon nous, des étrangers sur la terre de Palestine. [...]

Ne nous dites pas qu' il faut parfois, accepter une solution politique même injuste, parce que nous considérons que l'on ne pourra jamais bâtir la paix et la cordialité entre les peuples sur l'injustice. [...]

Pour ces raisons, nous devons voter contre le plan de partition, comme nous l'avons fait dans la Commission, et une fois que nous sommes arrivés à forger notre jugement, nous considérons avoir le devoir de manifester par notre vote, en gardant fermement, malgré des efforts et des pressions qui ont été faites autour de nous.

---

## **« Israël est le 51ème Etat des Etats-Unis »**

**Russell Means**

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

« La politique mise en œuvre contre les Palestiniens aujourd'hui l'a été auparavant contre les Indiens d'Amérique. Le Mouvement des Indiens d'Amérique constate que les Indiens d'Amérique sont les Palestiniens des Etats Unis, et les Palestiniens sont les Indiens d'Amérique du Moyen Orient. [...] Les sionistes contrôlent maintenant les Etats Unis. Le pouvoir des USA dans la politique internationale diminue chaque jour. [...] Maintenant ils ont trouvé un serviteur en la personne d'Obama. Obama a été sélectionné comme celui à mettre sur le devant de la scène, principalement à cause de l'image de mauvais flic que Bush avait dans le monde. Et comme ça, tout

d'un coup, c'était fait ! Alors ils ont déclaré « Nous sommes merveilleux, nous avons élu un Noir à la Présidence ».

Maintenant il y a une propagande massive des sionistes et des USA. Les deux pays sont des menteurs. Aux USA, les Indiens ont été bannis de l'histoire, de la philosophie et des arts dans un blackout total. Les Etats Unis ne veulent pas se souvenir des couvertures empoisonnées au virus de la variole, des vols, du colonialisme et de la répression envers les Indiens d'Amérique.

La plupart des Américains ne réalisent pas que l'effondrement financier de ce pays ne fait que commencer. Les Américains ne peuvent plus continuer à avoir un mode de vie consumériste quand il n'y a pas de production. Les seuls boulots qui restent sont des emplois à bas salaire, où les travailleurs sont exploités. Le système de santé aux USA révèle comment les mesures mises en œuvre dans le passé contre les Indiens d'Amérique sont maintenant généralisées à tous les Américains. [...]

Pendant que les Etats Unis essayent de se présenter comme une nation éprise de paix, la réalité est tout autre et les Etats Unis sont continuellement en guerre. Chaque année, depuis 1946, les Etats Unis enfreignent les lois internationales. Les Indiens d'Amérique sont conscients de ce que font les Américains, parce que les US ont déjà brisé tous les traités avec les Indiens d'Amérique, traités pourtant garantis par la Constitution du pays. [...] Les USA ont été créés pour enfreindre les lois internationales. Il est clair que cela se poursuit aujourd'hui. Les Etats Unis ont été créés comme des hors-la-loi et des criminels et aujourd'hui la politique impérialiste signifie qu'Israël se substitue aux USA, recevant de l'aide des US. En additionnant le soutien des USA et des autres pays, Israël reçoit 12 milliards par an pour sa politique militaire et coloniale en Cisjordanie. Plus de 80% des colons en Cisjordanie sont payés pour y rester. Et c'est l'Amérique qui paye pour ça ! [...] Comme les Etats Unis, Israël

a été en guerre de manière continue depuis sa création.

L'Amérique et Israël fonctionnent également sur le mensonge, et ces mensonges ont engendré des millions de victimes en Iraq. Maintenant les USA et Israël se concentrent sur l'Iran à cause de ses réserves en pétrole. Israël est le 51<sup>ème</sup> état des Etats Unis, c'est un Etat belliciste et impérialiste !

*Russel Means naît en 1939 dans une réserve amérindienne. Il est représentant des Indiens Lakota-Oglala. En 2007, il dirige un groupe qui dénonce tous les traités signés avec les Etats-Unis et revendique au nom de son peuple la propriété du Lakota, un territoire qui représente 5 états des USA. Il meurt en 2012.*